



**FSU 70**

**Fédération Syndicale Unitaire**

**Section de Haute-Saône**

3, Impasse St Vincent 70000 Vesoul

tel/fax : 03 84 75 34 53

## **Manifestation unitaire du 22 mars 2018**

### **Déclaration de la FSU 70 devant la préfecture de Vesoul**

Gel du point d'indice, rétablissement du jour de carence, hausse de la CSG mal compensée, coupes budgétaires, suppressions d'emplois, recours de plus en plus fréquent à des personnels de statut précaire, restructurations, dégradations de nos conditions de travail...

Nous sommes mal payés, nous sommes mal considérés, notre pouvoir d'achat en berne.

Les usagers et la population sont victimes, eux aussi, des politiques d'austérité qui frappent la fonction publique. Les services publics s'éloignent d'eux, particulièrement dans les zones rurales, et se dégradent malgré les efforts des agents.

Ces choix politiques, faits sous prétexte d'économies, ont aussi pour objectif de monter une partie de l'opinion publique contre les fonctionnaires, de détourner une partie de la population de la défense de leurs services publics, de rendre acceptable à ceux qui auront pourtant tout à y perdre, de futures réformes qui casseront les services publics afin de les transformer en de nouveaux marchés.

Aujourd'hui, nous sommes à un tournant.

Emmanuel Macron et son gouvernement estiment que le moment politique est favorable et que l'opinion est prête. Ils veulent faire sauter ce qu'ils considèrent être les derniers verrous, les dernières protections et mettre fin à la particularité française pour nous aligner sur la norme salariale anglo-saxonne.

Ils essayent d'accélérer, ils veulent en finir. D'où une avalanche de réformes qui attaquent de tous les côtés.

D'abord contre les salariés du privé avec la loi « Travail » qui est en fait la loi précarité, la loi qui organise le dumping social entre les salariés. Ensuite en livrant la formation professionnelle au Medef et en dégradant les conditions de travail des apprentis. En s'en prenant aux chômeurs dont ils aggravent les mesures de contrôle. Aujourd'hui, c'est le tour de la SNCF et des cheminots. Demain, en 2019, ce seront les retraites, le gouvernement a dans ses cartons une réforme radicale des retraites au détriment des salariés qui devront travailler plus longtemps pour des retraites plus faibles.

Partout, c'est la même politique et le même objectif : défaire progressivement, inexorablement, et ils l'espèrent définitivement, l'État social mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, détruire les services publics présentés à la fois comme ruineux et inefficaces : hier, France Télécom et La Poste, demain la SNCF. Ils veulent remettre en cause ce qu'ils appellent les « droits acquis » mais que l'on devrait appeler les « droits conquis », le droit au travail, le droit à la santé, le droit à la retraite.

Pour la fonction publique et les services publics, ils ont un plan : ils appellent ça « Action Publique 2022 ».

On peut résumer leur plan en 4 points, (1) supprimer les instances représentatives de gestion des carrières, de concertation, et de conditions de travail, (2) supprimer le statut de fonctionnaire pour généraliser le recours aux contrats précaires, (3) rémunérer au "mérite" et à la "performance" pour renforcer les hiérarchies et opposer les personnels les uns aux autres, (4) accompagner les agents vers la sortie de la Fonction Publique.

Ce qu'ils visent à terme, c'est la casse des services publics par des restructurations, par des externalisations, par des privatisations, par des suppressions de postes. Ils ne veulent plus du CDI ou du « statut » comme référence pour l'emploi.

Rappelons-le ici avec force : la Fonction publique est garante de l'intérêt général au service de la cohésion sociale. Les services publics permettent la protection et la défense des citoyens. Les services publics participent à la redistribution des richesses dans notre pays et à la limitation des inégalités. Les services publics contribuent à l'aménagement du Territoire. Ils sont la présence de la République, partout dans le pays, là où les citoyens en ont besoin.

Remettre en cause les services publics, c'est remettre en cause le pacte républicain.

Le statut de la Fonction Publique n'est pas un privilège. Avoir des droits n'est pas un privilège : ce devrait être la norme. Tout employé, tout salarié, devrait avoir un statut et des droits qui lui garantissent un emploi pérenne, une formation de qualité, qui lui permettent de se construire un avenir serein, sans la peur du lendemain.

Ce n'est pas en retirant des droits à certains que les autres vont y gagner quelque chose. Nous devons tous comprendre qu'il est plus intelligent, qu'il est plus utile, qu'il est plus urgent, d'agir pour construire de nouveaux droits à ceux qui en manquent plutôt que de détruire ceux qui existent.

Pour tuer la mobilisation, le Premier ministre compte sur les égoïsmes individuels. Il ne s'en cache pas. Systématiquement, ils cherchent à opposer les français les uns aux autres : les salariés du privé à ceux du public, les salariés stables aux précarisés, les agents aux usagers, les actifs aux retraités, les jeunes aux plus âgés, les urbains aux ruraux, l'ancien monde au nouveau monde...

Nous savons que si nous tombons dans leur piège alors, c'est sûr, les uns après les autres, chacun à notre tour, nous subirons les mauvais coups et les régressions imposés par leur politique.

C'est pourquoi, nous sommes ici, ensemble, unis, pour dire à Emmanuel Macron : Stop !

Nous ne voulons pas d'une société où chacun serait un entrepreneur de lui-même en concurrence avec l'autre. Nous voulons une société où chacun peut avoir un travail décent dans des conditions décentes pour un salaire décent.

Nous voulons une société de solidarité où la République, par ses services publics rénovés et améliorés avec des fonctionnaires reconnus, correctement rémunérés et bien formés apporte aide et solidarité à chaque citoyen.